

Une nouvelle réforme territoriale se profile en l'absence de dialogue social

Nous apprenons encore une fois par la presse qu'une réforme territoriale d'ampleur se prépare au travers d'un projet de circulaire du Premier ministre.

La FGF FO n'a jamais été conviée dans le cadre d'instances de dialogue social à échanger sur ce projet de loi. Nous constatons que les concertations régionales sous forme d'instances informelles interministérielles étaient bien un écran de fumée.

Cette circulaire annonce très précisément le regroupement des services déconcentrés de l'Etat au niveau départemental sous la tutelle des préfets ainsi que la création de « Maison France Service » issue du grand débat.

Quels en sont les objectifs, les effectifs et les missions ? Est-ce l'aboutissement ou la transformation de la maison de service au public ?

Beaucoup de questions mais pas de réponse !

Une fois de plus, beaucoup de « com » puisque cette volonté gouvernementale de développer le service public en milieu rural découle du comité interministériel pour la ruralité qui s'est réuni 3 fois depuis 2015, le dernier s'étant tenu le 20 mai 2016 ! Pas besoin de grand débat, il suffit de respecter le dialogue social.

Après la disparition des directions départementales ministérielles devenues des DDI, la fusion de directions régionales entre elles et la fusion de régions administratives, il n'est pas surprenant de constater un manque de présence du service public de proximité.

La FGF FO demande depuis plusieurs années, un débat de fond sur quel service public quelles missions, pour quels acteurs ? Au lieu de répondre à notre demande, le gouvernement préfère mettre en œuvre une nouvelle réforme sans répondre sur le fond.

Une énième déconcentration des services de l'Etat a été annoncée dans le cadre du projet de loi de transformation de la fonction publique, ce projet de circulaire en est apparemment sa première traduction.

FO a raison de dire et de répéter que tous les projets du gouvernement ont pour objet de transformer la Fonction publique en un service public libéral où la somme des intérêts particuliers remplacera l'intérêt général.

La FGF FO ne s'inscrit pas dans cette vision du service public et réaffirme son attachement à un service public républicain, le même pour tous et accessible à tous sur l'ensemble du territoire.

La FGF FO dénonce et condamne ces méthodes méprisantes qui consistent à informer la presse avant les représentants des personnels accentuant ainsi l'inquiétude des agents sur leur avenir et leur souffrance au travail.

Fait à Paris, le 21 mai 2019

